

GIPViaPro
Cellule Marchés Publics

CONTRAT PUBLIC
Contrat de Services

**Fourniture et pose d'équipements
pédagogiques de réparation et de peinture
des carrosseries automobiles pour le Lycée
Professionnel Maximilien de Robespierre**

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**





Consultation n°

2026-10

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

■	Objet du contrat	Fourniture et pose d'équipements pédagogiques de réparation et de peinture des carrosseries automobiles pour le Lycée Professionnel Maximilien de Robespierre
■	Acheteur	GIP FCIP de Lille
■	Type de contrat	Marché ordinaire
■	Structure	Lot unique – pas d'allotissement compte tenu de l'homogénéité des prestations
■	Lieu d'exécution	Lycée Professionnel Maximilien de Robespierre
■	Durée	5 mois
■	Développement durable	Clause environnementale
■	Pénalités de retard	Les pénalités sont indiquées au sein du présent document.
■	Variation des prix	Pas de variation de prix.
■	Nature des prix	Prix forfaitaire

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un contrat passé en procédure adaptée. Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet :

- la fourniture, la livraison, la pose, la mise en service d'équipements pédagogiques de réparation et de peinture des carrosseries automobiles pour le Lycée Professionnel Maximilien de Robespierre ;
- la formation du personnel formateur à l'utilisation des équipements ;
- la garantie et la maintenance des équipements ;

Le détail des prestations est indiqué dans le CCTP.

3. DURÉE ET FORME DU CONTRAT

3.1. Durée

Le durée du contrat correspond aux délais de livraison, d'installation et de formation indiqués dans l'annexe 1B à l'ATTR11.

En tout état de cause, le délai maximal de livraison, d'installation et de formation devra intervenir avant le 16 novembre 2026.

Ces délais courent à compter de la notification du contrat.

3.2. Forme

Le présent contrat est un marché ordinaire.

Il est passé sous la forme d'une procédure adaptée selon les dispositions des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels du contrat sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes financière (annexe 1A) et technique (annexe 1B)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe RGPD
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux contrats de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

5. ASSURANCES

Les dispositions de l'article 9 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du contrat.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du contrat, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du contrat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du contrat, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du contrat est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du contrat ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du contrat à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du contrat dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire du contrat est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le contrat. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du contrat est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du contrat. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

7. REPRESENTATION DU GIP FCIP

Le pouvoir adjudicateur est le GIP FCIP de Lille.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur du GIP FCIP de Lille ou toute personne habilitée par délégation pour l'exécution du contrat.

8. REPRESENTATION DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur privilégié auprès du GIP FCIP pour l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné. En cas d'absence de la personne habilitée à représenter le titulaire, ce dernier s'engage à mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité de la prestation.

En cas de changement d'interlocuteur privilégié, le titulaire doit proposer un nouvel interlocuteur à l'intérieur de l'agence référente auprès du GIP FCIP disposant des mêmes compétences.

En cas de changement d'agence référente, le titulaire doit effectuer les transferts sans impacter l'organisation du GIP FCIP.

En complément de l'article 3.4 du CCAG-FCS, dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée à l'initiative du titulaire, ce dernier en avise le pouvoir adjudicateur sans délais et s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom et les qualifications dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par ces changements.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

9. MISE A DISPOSITION DES EQUIPEMENTS

9.1. Délais de livraison

Le durée du contrat correspond aux délais de livraison, d'installation et de formation indiqués dans l'annexe 1B à l'ATTR11.

En tout état de cause, le délai maximal de livraison, d'installation et de formation devra intervenir avant le 16 novembre 2026.

Ces délais courent à compter de la notification du contrat.

9.2. Lieu de livraison

Les équipements seront livrés au Lycée Professionnel Maximilien de Robespierre dans le délai de livraison maximal indiqué par le candidat dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

<p>Lycée Professionnel Maximilien de Robespierre 96 Rue Léon Blum 62300 LENS</p>

En prévision de la livraison, le titulaire devra convenir au préalable de la date et de l'horaire de la livraison avec le représentant du pouvoir adjudicateur.

La livraison sera franco de port et d'emballage.

La livraison doit être effectuée par le titulaire impérativement aux heures d'ouverture et au lieu indiqué sur le bon de commande.

En cas d'erreur de lieu de livraison, le véhicule sera réacheminé par le titulaire, à ses frais par les moyens de son choix à la bonne adresse.

Lors de la livraison, le titulaire organise une présentation et un essai du véhicule aux utilisateurs du pouvoir adjudicateur et leur remet la notice d'utilisation transcrite en langue française.

Le véhicule livré devra être conforme aux engagements du titulaire et aux besoins exprimés par le GIP FCIP de Lille.

Pour effectuer la livraison, le titulaire du marché doit contacter :

✉ ddfpt.0623864n@ac-lille.fr

Le titulaire mettra à disposition du pouvoir adjudicateur un bon de livraison, conformément à la commande, qui indique :

- l'identification du titulaire du marché,
- la date de livraison,
- la référence au marché et à la commande,
- la quantité livrée,
- le destinataire des produits.

Ce bon de livraison devra être impérativement signé par l'émetteur du bon de commande ou son représentant habilité et comporter le cachet du service qui a passé commande.

Les risques afférents au transport et à la livraison des fournitures sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

9.3. Modalités de livraison

En amont de la livraison des équipements, le titulaire entrera en contact avec le représentant identifié du lycée hôtelier afin de programmer la livraison. Cette prise de contact devra se faire au plus tard 7 jours ouvrés avant la date prévue de livraison.

La livraison ne pourra se faire que pendant les heures d'ouverture du lycée professionnel et lors des jours ouvrés (du lundi au vendredi).

Les équipements devront être livrés avec toutes les protections nécessaires jusqu'à leur mise en service, afin que ceux-ci ne subissent aucune détérioration lors du transport et des manipulations.

En cas de difficultés pouvant entraîner une mauvaise exécution des prestations, le titulaire se doit d'en informer le Pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais par courriel.

9.4. Mise en service des équipements

La mise en service ou installation des équipements sera effectuée sous la responsabilité du titulaire du marché.

Il procédera à l'ensemble des essais, afin de s'assurer de la conformité de l'installation. Les essais se feront impérativement en présence des représentants identifiés du pouvoir adjudicateur.

9.5. Formation des utilisateurs et documentations

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute documentation rédigée ou traduite en français nécessaire une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix. L'ensemble de la documentation technique sera laissé sur le site de livraison.

La formation devra être assurée sur site pour les formateurs, dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, comme indiqué dans l'annexe 1B à l'ATTR11, à compter de la mise en ordre de marche des équipements.

10. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Par dérogation aux articles 27, 28, 29, 30 et 31 du CCAG-FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place de l'acheteur.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes sont retournés au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au contrat.

Étape 1 : la livraison devra être constatée de manière contradictoire ;
Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Étape 2 : l'installation (mise en service) devra être constatée de manière contradictoire ;
Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Étape 3 : la formation devra être constatée de manière contradictoire ;
Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de formation prévue à l'article 18 du présent CCAP.

Étape 4 : si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le représentant concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission des équipements.

L'admission est matérialisée par le via ou le cachet apposé par le pouvoir adjudicateur ou le représentant désigné sur le procès-verbal d'admission des prestations (EXE3).

11. OBLIGATIONS DES PARTIES

11.1. Obligations du pouvoir adjudicateur

Le GIP FCIP de Lille sera l'interlocuteur du titulaire pour les questions de commande et de paiement durant la durée du marché.

Le GIP FCIP, en tant que commanditaire des prestations, conserve les responsabilités relatives :

- A la validation des attendus fixés aux prestations ;
- A la priorisation des prestations du contrat ;
- A la soumission des demandes et au contrôle de bonne réalisation de celles-ci ;
- Aux possibles modifications d'ordre réglementaire qui pourraient intervenir durant l'exécution du contrat.

Le GIP s'engage à fournir au titulaire l'ensemble des informations et documents nécessaires pour la réalisation des prestations.

11.2. Obligations du titulaire

Le titulaire sera l'interlocuteur unique et direct de l'acheteur. Il est tenu à une obligation d'information, de collaboration, de conseil et de mise en garde.

Il assurera la responsabilité pleine et entière de toutes les prestations couvertes par le présent contrat. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants du contrat.

En cas de difficulté risquant de compromettre la bonne réalisation des prestations ou de remettre en cause les délais, le titulaire en informera immédiatement le Pouvoir adjudicateur par écrit.

Le titulaire s'engage à demander au pouvoir adjudicateur, en temps utile, toutes informations complémentaires qui lui seraient nécessaires pour l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- Faire bénéficier au pouvoir adjudicateur de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience ;
- Fournir tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre le bon déroulement des prestations ;
- Prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent contrat ;
- S'assurer que ses collaborateurs, en charge de l'exécution du présent contrat, s'expriment distinctement et aisément en langue française.

11.3. Réparations des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

11.4. Respect de la législation du travail

Le titulaire se doit de se conformer aux prescriptions des articles L8221-1, L8221-3 à L8221-5 du code du travail contre le travail dissimulé.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se verra appliquer une pénalité conformément à l'article 17 du présent CCAP.

12. GARANTIE

La durée de garantie est celle légale à compter de la date d'effet de l'admission des équipements.

13. CONTENU DE LA GARANTIE

Le titulaire garantit la conformité et le bon fonctionnement des équipements fournis pendant la période de garantie.

Pendant cette période il assurera, en cas de dysfonctionnements, les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur.

Il s'engage au titre de cette garantie à couvrir les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport des équipements nécessités par la remise en état ou le remplacement.

A ce titre, le titulaire s'engage à :

- Remédier, à ses frais exclusifs, à tout défaut ou dysfonctionnement des prestations constaté par le pouvoir adjudicateur (par simple mail et/ou par courrier recommandé avec accusé de réception).

- Assurer la correction des prestations défectueuses dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, le titulaire doit notamment :

- Disposer de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les besoins du pouvoir adjudicateur,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité, de leur composition,
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes et de ses moyens matériels en cas de difficulté.

Le titulaire s'engage tout au long de cette période à garantir la stabilité des ressources qu'il a proposé que ces ressources aient été identifiées soit dans l'offre, soit pour donner suite à un remplacement.

Pendant la période de garantie, la société attributaire s'engage à intervenir sur site selon ses délais indiqués dans l'annexe 1B à l'ATTR11.

14. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire doit mettre en œuvre des démarches nécessaires afin de limiter son empreinte écologique ainsi que son impact environnemental lors de l'exécution des prestations.

Pour les deux prestations ci-dessous, les exigences à respecter par le titulaire sont les suivantes :

- Location de véhicule de courte durée : Le titulaire doit proposer une offre de véhicule hybrides rechargeables et électrique constituant au minimum 10% des réservations. Dans tous les cas, le titulaire s'engage à proposer en premier choix, à chaque fois que cela est possible, ces types de véhicules propres ;
- Billetterie aérienne, ferroviaire et maritime : Le titulaire s'engage à proposer, pour chaque demande de déplacement qui lui est adressée, la solution la moins impactante sur l'environnement, notamment la moins émissive en CO2. Cette proposition doit tenir compte des contraintes liées à cette demande en particulier des contraintes financières et des contraintes de temps. Dans tous les cas, la confirmation de réservation doit mentionner la consommation en CO2 du trajet.

15. CLAUSE DE RÉEXAMEN

Dans un souci d'optimisation et d'adaptation des prestations au regard des besoins de l'acheteur, une clause de réexamen est prévue pour permettre une révision concertée de l'organisation mise en place pour l'exécution du présent contrat.

15.1. Objet de la clause de réexamen

Cette clause vise à adapter les modalités organisationnelles des prestations du contrat en fonction des retours d'expérience, des évolutions techniques, ou des besoins exprimés par l'acheteur, sans remettre en cause l'objet principal ni les conditions économiques du contrat.

15.2. Déclenchement de la révision

La révision de l'organisation des prestations peut être engagée dans les cas suivants :

- Lors de la survenance de difficultés constatées dans l'exécution des prestations, signalées par l'une ou l'autre des parties ;
- À la demande de l'acheteur, en vue de l'amélioration du service rendu aux bénéficiaires ;

- En cas de modification réglementaire ou technique impactant l'organisation prévue dans le contrat.

15.3. Modalités de mise en oeuvre

La révision est engagée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par notification écrite adressée à l'autre partie.

Une réunion de concertation est organisée dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la notification, réunissant les représentants de l'acheteur et du titulaire.

Les parties s'efforcent d'aboutir à une solution concertée, formalisée par un avenant au contrat.

15.4. Effet des modifications

Toute modification validée dans le cadre de la présente clause s'applique à compter de la notification de l'avenant au titulaire.

15.5. Limite de la clause

La clause de réexamen ne peut être utilisée pour introduire des modifications substantielles au contrat, au sens des articles L. 2194-1 et suivants du Code de la Commande publique, sauf si un nouveau contrat est conclu conformément à la réglementation applicable.

16. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU CONTRAT

16.1. Modalités de fixation et contenu des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires.

Les prix sont établis hors taxe ou nets de taxe et en euros en tenant compte de l'ensemble des éléments nécessaires à l'achèvement complet des prestations telles qu'elles sont décrites dans le CCP.

Conformément au CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 : « Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, (...), à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. »

16.2. Variation des prix

Le présent marché est conclu à prix ferme et non actualisable.

17. AVANCE

L'option A du CCAG FCS est retenue.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Pourcentage de l'avance versé au titulaire du marché :

- 10% pour les titulaires autre que les PME
- 30% pour les PME

Conditions de versement et de remboursement :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

18. MODALITÉS DE PAIEMENT

18.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

18.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur le pouvoir adjudicateur:

Nom : GIP ViaPro

SIRET : 18592161600057

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

19. PÉNALITÉS

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités, et les réfections le cas échéant, prévus au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'État.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

L'ensemble des pénalités cumulées sont limitées à hauteur de 10 % sur le montant total du marché.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais par un courrier électronique motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Pénalité	Montant
Non-respect du délai de livraison	300 euros HT par jour ouvré de retard
Non-respect du délai d'installation des équipements	300 euros HT par jour ouvré de retard
Non-respect du délai de formation	50 euros HT par jour ouvré de retard
Non-respect des délais de maintenance urgente	200 euros HT par jour ouvré de retard
Non-respect des délais de maintenance majeure	100 euros par jour ouvré de retard
Non-respect des délais de maintenance mineure	50 euros HT par jour ouvré de retard
Pénalité pour non-respect de la législation du travail	500 euros HT par manquement avéré

Avant émission de tout titre exécutoire ou prélèvement sur les factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités. Une lettre de mise en demeure sera également portée à l'attention du titulaire qui doit apporter ses observations dans les 5 jours ouvrés.

Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par l'acheteur d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire.

Par ailleurs, le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

20. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa

nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

21. CAS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2142-1 et suivants du code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Lorsque la résiliation est prononcée au motif que le titulaire a déclaré ne pas pouvoir exécuter ses engagements, celui-ci encourt une pénalité égale à 5 % du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Le décompte de résiliation comprend le montant de cette pénalité au débit du titulaire dans les conditions prévues au CCAG.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaît par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la personne Responsable du marché des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion et la justification de son enregistrement légal. A défaut, le syndicat mixte se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

22. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS.

22.1. Règlement amiable des litiges

En cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

22.2. Juridiction compétente

Le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014, Lille Cedex
Téléphone : (+33) 3 59 54 23 42
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr
Fax : (+33) 3 59 54 24 45
Adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Le droit français est seul applicable.

23. DEROGATION AU CCAG FCS

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Documents contractuels* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG.

La rubrique *Opérations de vérifications* de l'article 10 du contrat déroge aux articles 27, 28, 29, 30 et 31 du CCAG.

La rubrique *Pénalités* de l'article 19 du contrat déroge à l'article 14 du CCAG.